

Kalypso Nicolaidis, professeure en relations internationales à l'Université d'Oxford, à LIBERTÉ

## “La menace d'un Brexit sans accord relève de la stratégie politique”



©  
D.R

**Kalypso Nicolaidis est professeure en relations internationales à l'université d'Oxford. Elle est également membre au Conseil européen des affaires étrangères. Elle est l'auteure, entre autres, d'Exodus, Reckoning, Sacrifice : Three Meanings of Brexit, récemment publié. Pour Kalypso Nicolaidis, la stratégie adoptée par le Premier ministre britannique a pour objectif de pousser Bruxelles à faire des concessions sur certains points du Brexit.**

**Liberté : La classe politique dans sa majorité s'est liguée contre Boris Johnson. Au parlement, des partis aux visions fondamentalement opposées se sont réunis pour faire front commun contre le Premier ministre. Comment expliquez-vous cette attitude inédite de l'opposition ?**

Kalypso Nicolaidis : Il s'agit d'une alliance contre nature entre plusieurs partis politiques de l'opposition qui, à court terme, ont un même objectif : empêcher un Brexit dur (No deal) et s'assurer que le Premier ministre négocie un accord avec Bruxelles sur la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Au passage, contrairement à ce que l'on pense, Boris Johnson préfère, selon moi, parvenir à un accord avec l'UE. Les divergences entre les partis de l'opposition existent et continueront d'exister, mais la dernière décision du Premier ministre relative à la suspension du parlement dans l'objectif d'empêcher les députés de débattre du Brexit, mais aussi le risque que prend Boris Johnson d'aboutir à un "No deal" par défaut, ont été vécus comme

un double crime par les partis de l'opposition. C'est ce qui a poussé l'opposition et les rebelles conservateurs à s'unir et à faire front commun contre le Premier ministre. C'est en quelque sorte une alliance imposée par les circonstances actuelles.

**M. Johnson a essuyé plusieurs revers au Parlement. Quelles sont les marges de manœuvre dont il dispose désormais pour imposer ses choix politiques ?**

À moins d'une démission qui va logiquement provoquer des élections anticipées, ce qui semble peu probable pour le moment, Boris Johnson n'a pas toute latitude d'agir comme bon lui semble. Sa perte d'une majorité au parlement la semaine dernière et les nombreuses défections qu'il a subies dans son propre camp le pousseront sans doute à prendre en compte ces nouveaux paramètres et donc revoir sa stratégie. Je voudrais attirer votre attention sur le fait que les supporters d'une sortie de la Grande-Bretagne de l'UE sans accord ne sont qu'une petite minorité.

**Comment expliquer dans ce cas l'attachement du Premier ministre à imposer un Brexit dur ?**

À la politique comme à la politique. Le Premier ministre sait au fond qu'il n'a pas les coudées franches pour faire passer un "No deal". Lui-même ne le souhaite pas. La menace d'une sortie sans accord le 31 octobre prochain brandie par Boris Johnson relève plutôt d'une stratégie politique dont l'objectif serait de pousser l'Union européenne à faire des concessions et renégocier certains points du Brexit. Je demeure convaincue que des solutions existent, quoi qu'en dise aujourd'hui la Commission européenne.

**Quelles sont ces solutions ?**

Personne en Grande-Bretagne ne veut d'une rupture brutale et sans issue avec l'Union européenne. Des solutions existent pour éviter le scénario du pire. Il s'agit d'être créatif, puisque la ligne de partage entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord se trouve être l'incarnation d'un paradoxe : à la fois frontière externe de l'UE, qui doit donc être une frontière étanche comme on le sait très bien hélas pour la Méditerranée ; et pourtant elle doit rester une frontière invisible, car il en va de la paix négociée il y a 20 ans en Irlande. Pour réussir ce miracle, il faut redoubler d'ingéniosité, utiliser au maximum les solutions technologique et compléter cela par la philosophie d'une reconnaissance mutuelle entre les deux bords.

Ceci permettra une autonomie réglementaire pour chaque côté : l'UE et la Grande-Bretagne s'engageraient chacune à appliquer aux exportations produites sur son propre territoire les règles de l'autre bord. Cela demande, il faut l'admettre, un ingrédient magique : une confiance mutuelle.

**Quelle sera donc la position de l'Union européenne face à une situation du pire ? L'UE a-t-elle les moyens de durcir le ton face à la Grande-Bretagne ?**

L'Union européenne ne cesse de réitérer depuis plusieurs mois que les pays membres se sont préparés à un divorce sans accord avec la Grande-Bretagne. Mais qui peut croire qu'ils sont vraiment prêts à aller jusqu'au bout ? J'émet des réserves.

Une telle rupture serait une aberration entre des pays qui collaborent si étroitement depuis si longtemps.

**Karim benamar**